

La réconciliation en Côte d'Ivoire

Alain Zouzou, s.j.

Numéro 759, septembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67325ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Zouzou, A. (2012). La réconciliation en Côte d'Ivoire. *Relations*, (759), 9-9.



La réconciliation en Côte d'Ivoire

ALAIN ZOZOU, S.J.

Comment reconstruire un pays qui a souffert des divisions et des déchirures, comme la Côte d'Ivoire? Des actions menées par le Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP) dans le cadre du projet «Réconciliation communautaire par la promotion du dialogue et de l'action collective», réalisés dans plusieurs villes, ouvrent quelques pistes de solutions.

Le conflit ivoirien postélectoral s'est particulièrement illustré dans deux quartiers de Yopougon, une commune située à l'ouest d'Abidjan: Doukouré et Yaosséhi. Les violences ont débuté deux jours avant la tenue du second tour du scrutin présidentiel du 28 novembre 2010. En effet, à Dakouré et Yaosséhi, les partisans des deux candidats en lice ont commencé à se jeter des pierres au retour de leurs réunions politiques. La proclamation des résultats, au début de décembre 2010, a créé une situation de tension extrême entre les deux quartiers. La contestation des résultats entre le président sortant Laurent Gbagbo – de la Ligue des mouvements pour le progrès – et son adversaire Alassane Ouattara – du Rassemblement des houpouétistes pour la démocratie et la paix – a débouché sur un conflit violent entre les communautés de diverses localités se remettant difficilement de la rébellion armée qui a divisé le pays depuis le 19 septembre 2002. Beaucoup de jeunes de Yaosséhi se sont enrôlés dans les milices pro-Gbagbo, formées dans les «parlements» du quartier. Le 25 février 2011, la mosquée du quartier de Doukouré est incendiée par des jeunes armés sous prétexte qu'elle cachait des armes, tuant trois personnes.

Cette dégradation de la situation est symptomatique d'une difficile cohabitation entre les deux voisins, qui ne date pas d'hier. Les habitants de

Doukouré accusent ceux de Yaosséhi de les agresser et de les voler. Cette accusation n'est pas entièrement fautive, car une bonne majorité des jeunes de ce quartier, désœuvrés, s'adonnent au vol à la tire, aux agressions, au commerce de drogue, etc. Les jeunes de Doukouré se sont dès lors organisés en groupes de défense et tous les jeunes qu'ils prenaient en flagrant délit de vol étaient passés à tabac. Cette situation est venue pourrir les relations de voisinage, déjà fragilisées par les préjugés socioculturels de part et d'autre. Démographiquement, Doukouré est majoritairement constitué de populations

Le projet, mené par le CERAP, a consisté à rencontrer des leaders (communautaires, religieux, etc.) afin d'identifier des jeunes gens de toutes appartenances politiques et religieuses susceptibles de jouer un rôle positif dans le rétablissement de la paix dans chacune des localités.

venues du nord du pays (les Malinkés). Elles taxent généralement de fainéants et de paresseux les habitants de Yaosséhi, venant majoritairement de l'ouest (particulièrement les Guérés) à la suite de la crise militaro-politique de septembre 2002.

Le projet «Réconciliation communautaire par la promotion du dialogue et de l'action collective», mené par le CERAP, a consisté à rencontrer des leaders (communautaires, religieux, etc.) afin d'identifier des jeunes gens de toutes appartenances politiques et religieuses susceptibles de jouer un rôle positif dans le rétablissement de la paix dans chacune des localités. Des séances d'écoute personnalisées et collectives ont été organisées. Les jeunes choisis ont suivi un séminaire de formation sur les questions de la citoyenneté, de la gestion pacifique des

conflits, de la tolérance (ethnique, politique et religieuse), etc. Ensuite, chacun était invité à proposer des projets d'actions communes susceptibles de recréer la communication, le désir et le plaisir de vivre ensemble.

Les choses n'ont pas été très aisées à ce propos. Par exemple, à Doukouré, un préalable à la réconciliation était qu'il fallait faire disparaître les fosses communes qui jonchent le quartier. «Elles réveillent en nous la colère chaque fois qu'on passe à côté d'elles», disaient certains. «Nos bourreaux doivent reconnaître leurs torts et nous demander pardon», concluaient-ils. Malgré tout, l'équipe du CERAP est parvenue à créer une cohésion autour d'activités communes de réconciliation, ramenant la quiétude au sein de ces communautés.

Notre travail a consisté à détourner les personnes de leurs positions idéologiques tranchées et à attirer leur attention sur ce qui pourrait être l'intérêt commun: la paix, préalable au développement. Pour cela, il fallait qu'elles se parlent afin d'identifier ensemble les enjeux qui les ont divisés. Il fallait écouter comment l'autre avait vécu la crise, se mettre momentanément à sa place. Au sortir de cet exercice de libération par la parole, les personnes conviées à nos séminaires ont participé à l'élaboration de plans locaux de réconciliation qu'elles ont exécutés ensemble. À Yopougon, par exemple, les jeunes se sont constitués en COREVEDY (Comité de réconciliation et de veille de Doukouré et Yaosséhi) pour mener des rencontres d'échanges avec les 53 communautés qui composent les deux quartiers. Celles-ci ont d'abord été rencontrées seules et ont été ensuite conviées à des rencontres communes et par quartier. Ce furent des lieux d'échanges parfois houleux qui aboutissaient à des *mea culpa* et des demandes de pardon. ●

L'auteur est membre du Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP), fondé par les jésuites à Abidjan, en Côte d'Ivoire